

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Jeudi 26 novembre 2015

LE PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC MISE À JOUR DE NOVEMBRE 2015

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Malgré le ralentissement observé à l'échelle mondiale, la croissance se poursuit au Québec. Après une hausse de 1,5 % en 2014, la progression du PIB réel devrait s'établir à 1,5 % en 2015 et à 1,7 % en 2016.

La progression du PIB réel en 2015 et en 2016 sera soutenue notamment par la vigueur des exportations, qui continueront de jouer un rôle clé pour la croissance économique. En parallèle, la demande intérieure affichera une croissance soutenue.

Sur le plan de l'emploi, le redressement observé depuis mai 2014 se poursuit avec une création d'emplois robuste en 2015 et en 2016 : une augmentation de 0,9 % en 2015 et de 0,7 % en 2016.

Le taux de chômage devrait se situer à 7,7 % en 2015 et à 7,5 % en 2016.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016
Produit intérieur brut réel	1,5	1,5	1,7
Exportations	4,5	2,3	3,0
Indice des prix à la consommation	1,4	1,2	2,1
Mises en chantier (en milliers d'unités)	38,8	35,5	35,5
Création d'emplois (en %)	0,0	0,9	0,7
Taux de chômage (en %)	7,7	7,7	7,5
Marchés financiers canadiens (en %)			
Taux cible du financement à un jour	1,0	0,6	0,5
Bons du Trésor du Canada – 3 mois	0,9	0,5	0,5
Obligations du Canada – 10 ans	2,2	1,5	2,1
Dollar canadien (en cents américains)	90,2	77,4	74,1

FINANCES PUBLIQUES PLUS SOLIDES

Le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 et son maintien les années suivantes sont toujours prévus.

Les dépenses gouvernementales continueront de croître, mais à un taux légèrement inférieur à celui des revenus.

La croissance des dépenses consolidées s'établira à 2,7 % en 2015-2016 et à 2,2 % en 2016-2017. La croissance des revenus s'établira à 4,1 % et à 3,3 % respectivement pour ces deux années.

- En 2016-2017, la gestion rigoureuse des dépenses permettra de réduire le fardeau fiscal et de poursuivre les efforts pour réduire le poids de la dette. La contribution santé sera graduellement éliminée à compter du 1^{er} janvier 2017.
- Le gouvernement prévoit des initiatives pour faire face aux défis de la croissance économique en agissant sur ses principaux déterminants, soit la progression de l'emploi et l'amélioration de la productivité.

RÉDUCTION DE LA DETTE

Le gouvernement maintient les objectifs de réduction de la dette et poursuit les efforts en ce sens par le maintien des versements au Fonds des générations. Les versements au Fonds des générations devraient totaliser 1 496 millions de dollars en 2015-2016, 2 158 millions de dollars en 2016-2017 et 2 661 millions de dollars en 2017-2018.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – MISE À JOUR DE NOVEMBRE 2015

(en millions de dollars)

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Revenus consolidés						
Revenus autonomes	77 398	80 513	82 989	85 001	87 130	89 482
Transferts fédéraux	18 539	19 351	20 130	20 612	20 852	21 424
Total des revenus consolidés	95 937	99 864	103 119	105 613	107 982	110 906
Variation en %	2,9	4,1	3,3	2,4	2,2	2,7
Dépenses consolidées						
Dépenses	-85 531	-88 091	-89 860	-91 738	-93 514	-95 788
Service de la dette	-10 270	-10 277	-10 701	-10 814	-11 043	-11 332
Total des dépenses consolidées	-95 801	-98 368	-100 561	-102 552	-104 557	-107 120
Variation en %	0,9	2,7	2,2	2,0	2,0	2,5
Provision pour éventualités	—	—	-400	-400	-400	-400
SURPLUS (DÉFICIT)	136	1 496	2 158	2 661	3 025	3 386
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-1 279	-1 496	-2 158	-2 661	-3 025	-3 386
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽¹⁾	-1 143	—	—	—	—	—

(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE 2015-2016 À 2017-2018

(en millions de dollars)

	2015-2016					2016-2017	2017-2018
	Mars 2015	Révisions	Programme révisé	Réalisé ⁽¹⁾	À réaliser		
FONDS GÉNÉRAL							
Besoins financiers nets ⁽²⁾	1 891	-18	1 873			1 638	862
Remboursements d'emprunts	7 370	3	7 373			10 567	6 026
Variation de l'encaisse ⁽³⁾	-8 952	-692	-9 644			-3 502	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽⁴⁾	—	500	500			—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁵⁾	—	-895	-895			—	—
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	—	1 529	1 529			—	—
Sous-total	309	427	736	—	—	—	—
Financement par anticipation réalisé	—	3 502	3 502	—	—	—	—
FONDS GÉNÉRAL	309	3 929	4 238			8 703	6 888
FONDS DE FINANCEMENT	7 406	-175	7 231			9 033	8 100
Sous-total – Fonds général et Fonds de financement	7 715	3 754	11 469	11 469	—	17 736	14 988
FINANCEMENT-QUÉBEC	500	—	500	—	500	500	1 000
TOTAL	8 215⁽⁶⁾	3 754	11 969	11 469	500	18 236	15 988
Dont : remboursements d'emprunts ⁽⁷⁾	10 525	99	10 624			15 042	11 247

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Emprunts réalisés ou négociés en date du 19 novembre 2015.

(2) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du Fonds de financement. Ils sont par ailleurs ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.

(3) Correspond aux emprunts réalisés par anticipation l'année précédente.

(4) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois qu'ils ont été effectués.

(5) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

(6) Ce montant est inférieur de 4 G\$ au programme de financement de 12,2 G\$ présenté dans les documents du budget de mars 2015. Une prévision de financement par anticipation de 4 G\$ avait alors été intégrée au programme de financement. Comme le financement par anticipation est optionnel, il a été décidé de ne pas intégrer de prévisions à cet égard, tant pour 2015-2016 que pour les années suivantes. Seul le financement déjà réalisé par anticipation est présenté dans le tableau.

(7) Les montants comprennent les remboursements d'emprunts, respectivement pour les années 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, du fonds général (7 373 M\$, 10 567 M\$ et 6 026 M\$), du Fonds de financement (1 371 M\$, 1 367 M\$ et 2 125 M\$) et de Financement-Québec (1 880 M\$, 3 108 M\$ et 3 096 M\$).

En 2015-2016, le programme de financement du gouvernement s'établit à 11 969 M\$. Il devrait s'établir à 18 236 M\$ en 2016-2017 et à 15 988 M\$ en 2017-2018.

En 2015-2016, le gouvernement a réalisé jusqu'à maintenant 24,1 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, soit :

- cinq émissions totalisant 1 150 millions de dollars américains (1 529 M\$ CA) en septembre et en novembre 2015;
- une émission de 750 millions d'euros (1 080 M\$ CA) en octobre 2015;
- deux émissions totalisant 150 millions de dollars australiens (150 M\$ CA) en mai et en novembre 2015.

Pour les emprunts réalisés jusqu'à maintenant en 2015-2016, 26,1 % avaient une échéance de moins de 10 ans, 41,8 % avaient une échéance de 10 ans et 32,1 % avaient une échéance de 30 ans et plus.

Au 31 mars 2015, l'échéance moyenne de la dette s'élevait à 12 ans.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
DBRS	A (high)	Stable
Fitch	AA-	Négative
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca